



STREETNET INTERNATIONAL

Projet Baromètre

Résumé exécutif
Buenos Aires, Argentine



À propos du projet Baromètre

On estime que l'emploi informel représente 58 % de l'emploi total, soit près de 2 milliards de travailleurs. Les vendeurs ambulants et les commerçants des marchés constituent une part importante de l'économie informelle, fournissant des biens et services essentiels et contribuant de manière significative à l'économie et à la société. Cependant, la plupart travaillent dans des conditions précaires, avec des revenus instables, un manque de protection sociale, des conditions de santé et de sécurité insuffisantes, et sont exposés à des risques de violence et de harcèlement. Leur travail n'est pas pris en compte dans les statistiques et les politiques officielles. En 2015, l'OIT a adopté la Recommandation 204 afin d'orienter les gouvernements dans la transition des travailleurs de l'économie informelle vers l'économie formelle, tout en préservant leurs moyens de subsistance et leurs droits.

En 2024, Street Net International (SNI), en collaboration avec le Global Labour Institute (GLI), a lancé le projet Baromètre afin de suivre et de documenter les conditions de travail des vendeurs ambulants et des commerçants des marchés, notamment leurs moyens de subsistance, leurs caractéristiques et les principaux problèmes rencontrés, et d'informer SNI sur les thématiques clés, en particulier sur les possibilités de formalisation de l'emploi informel. Le projet visait également à renforcer les capacités de recherche et de suivi des affiliés de SNI. S'inscrivant dans le cadre du Programme pour le travail décent de l'OIT, le projet a défini des indicateurs clés pour encadrer le suivi, notamment le dialogue social, la protection contre la violence et le harcèlement, le droit au travail sans restriction, l'accès à la protection sociale, les possibilités de formalisation de l'emploi et des conditions de travail décentes.

Deux villes ont été sélectionnées comme villes pilotes pour le projet Baromètre : Harare (Zimbabwe), en partenariat avec la Chambre zimbabwéenne des associations de l'économie informelle (ZCIEA), et Buenos Aires (Argentine), en partenariat avec l'Union des travailleurs de l'économie populaire (UTEP). Ce rapport présente une synthèse des conclusions tirées des travaux menés en Argentine.



Photo des participants à la réunion de lancement du projet Baromètre à Harare, au Zimbabwe, en 2024.

Méthodologie

Le projet Baromètre a débuté par une réunion de lancement en novembre 2024 à Harare, au Zimbabwe, animée par le GII. Des représentants de SNI et des organisations affiliées participantes ont discuté des objectifs du projet, approuvé les outils de recherche et défini les priorités et le plan de travail. La méthodologie de l'étude comprenait la collecte de données quantitatives et qualitatives au moyen de questionnaires, de discussions de groupe, d'entretiens approfondis et d'entretiens avec les parties prenantes. Les outils de recherche ont été élaborés autour de six indicateurs clés du projet, puis affinés grâce à des formations, des observations de terrain, des consultations avec l'UTEP et des tests.

Le travail de terrain a été mené en mars 2025 par une équipe de huit chercheurs bénévoles locaux, désignés par l'UTEP. Tous étaient des fournisseurs et des militants qui connaissaient bien le secteur. L'Universidad Latino americana de las Periferias (ULPE), partenaire de recherche local, a apporté un soutien supplémentaire en matière d'analyse des données. Avant de commencer la collecte de données, l'équipe d'enquête a participé à un atelier de formation qui a permis de revoir et de tester le questionnaire et de développer les compétences et l'expérience nécessaires à la réalisation de la recherche. Le questionnaire de l'enquête comprenait d'un mélange de questions ouvertes et semi-structurées.

L'enquête a été menée sur 18 marchés de Buenos Aires. Les marchés ont été classés par taille de commerce afin de répartir proportionnellement les questionnaires sur un échantillon cible de 500 personnes, garantissant ainsi un échantillon représentatif en termes de sexe, d'âge et de type de vendeurs. Au total, 415 questionnaires validés ont été recueillis sur 19 sites, auprès de vendeurs proposant une grande variété de biens sur les marchés formels et permanents. En complément des enquêtes, cinq groupes de discussion ont été organisés, dont un groupe exclusivement féminin et un autre destiné aux travailleurs migrants, afin d'explorer plus en profondeur les difficultés rencontrées sur le lieu de travail, les problématiques du secteur et les pistes d'amélioration. Sept entretiens confidentiels approfondis avec des vendeurs issus de différents contextes ont permis de recueillir des informations détaillées sur leurs revenus quotidiens, leurs coûts, leurs relations de travail et leurs moyens de subsistance. Des entretiens complémentaires avec des parties prenantes ont permis de recueillir l'avis d'experts sur les enjeux clés et les améliorations potentielles de l'économie informelle. L'analyse des données a fait appel à des méthodes quantitatives et qualitatives, avec le soutien de partenaires de recherche locaux.

Commerce ambulant et marchés informels à Buenos Aires

Buenos Aires, capitale de l'Argentine, fait partie d'une agglomération d'environ 14 millions d'habitants. L'Argentine, qui figurait autrefois parmi les pays les plus riches du monde, est confrontée à une instabilité économique depuis la fin du XXe siècle, marquée notamment par une forte inflation et une crise financière majeure en 2001. Cette crise a entraîné un chômage de masse, une pauvreté croissante et une expansion de l'économie informelle. Depuis 2023, le président Javier Milei a mis en œuvre des politiques d'austérité et de déréglementation, réduisant les subventions et les protections sociales, ce qui a aggravé la pauvreté et les inégalités. La situation économique se détériore et l'économie informelle est en pleine croissance.



*Travailleurs des espaces publics membres de l'UTEP en juin
2025 | Source : page Facebook de la FETEP-UTEP*

En Argentine, l'économie informelle est souvent qualifiée d'« économie populaire », soulignant ainsi les défaillances systémiques du système économique qui ne permettent pas de créer des emplois formels décents. Les travailleurs de l'économie populaire sont ceux qui, exclus du marché du travail formel, subviennent à leurs besoins grâce à un travail informel, souvent autogéré et ancré dans la communauté, notamment par le biais de coopératives et du travail indépendant. Ce secteur regrouperait au moins 6 millions de personnes, soit environ 30 % de la population active.

Nombreux sont ceux qui intègrent l'économie informelle du commerce ambulant par manque d'emplois formels et par nécessité économique, souvent en raison de crises, d'inflation, d'austérité ou de bouleversements tels que la migration ou la perte d'emploi. Certains complètent leurs revenus formels par une activité informelle, tandis que d'autres en dépendent entièrement.

Les femmes et les migrants sont particulièrement représentés dans ce secteur et se heurtent souvent à des obstacles à l'emploi formel, notamment des difficultés de garde d'enfants et des discriminations. Beaucoup de femmes, y compris des mères célibataires, se tournent vers le commerce ambulant pour subvenir aux besoins de leur famille. Pour beaucoup, le travail informel offre bien plus qu'un simple revenu : il permet l'autonomie, le soutien de la communauté et la recherche de solutions collectives aux difficultés communes. Pour certains, participer à cette économie est un véritable mode de vie, offrant des opportunités sociales et éducatives en plus d'une sécurité économique.

Organisation des travailleurs

L'Unión de Trabajadores y Trabajadoras de la Economía Popular (UTEP) est un syndicat national représentant les travailleurs de l'économie informelle ou « populaire » argentine. Issu de divers mouvements de base, coopératives et associations créées en réaction à l'exclusion du marché du travail formel et aux déplacements ruraux depuis le début des années 2000, l'UTEP a vu ces mouvements se regrouper en 2019. L'UTEP organise les travailleurs par secteurs de production, reflétant ainsi la nature coopérative et autogérée du travail. Le syndicat compte actuellement environ 500 000 membres à travers le pays et a été officiellement reconnu par le ministère argentin du Travail en 2021.

La mission principale de l'UTEP est l'auto-organisation et la défense des droits des travailleurs exclus du marché du travail formel. L'UTEP milite pour la reconnaissance systémique du travail de l'économie populaire comme troisième pilier de l'économie argentine. Sa vision politique s'articule autour de huit objectifs clés : le travail décent, des prestations sociales complémentaires, la reconnaissance syndicale, des mécanismes de négociation avec l'État, l'unité avec les syndicats formels, une économie populaire ancrée dans les communautés, des politiques publiques participatives et le renforcement du pouvoir citoyen pour lutter contre l'exploitation. L'UTEP s'attache en priorité à consolider l'unité au sein de ses différents secteurs et entre eux afin de mieux coordonner ses stratégies et ses négociations. Elle œuvre également activement à tisser des liens plus étroits avec les syndicats formels en vue de programmes unifiés qui fassent le lien entre les travailleurs du secteur informel et ceux du secteur formel.

Principaux constats

Caractéristiques de la main-d'œuvre

Les vendeurs ambulants exercent leur activité dans divers contextes : vente mobile, espaces publics, marchés fixes formels et informels. On les trouve principalement sur les marchés fixes informels et dans les espaces publics, les femmes étant plus souvent présentes sur les marchés fixes et les hommes dans la vente ambulante. Les femmes sont généralement plus nombreuses sur les marchés fixes informels, tandis que les hommes sont plus fréquents dans les espaces publics et comme vendeurs ambulants. Nombre d'entre eux dépendent principalement de la vente informelle pour compléter des pensions ou des salaires formels insuffisants, notamment dans un contexte économique difficile. La majorité vend des vêtements et des chaussures, tandis qu'un plus petit nombre vend de la nourriture, de l'artisanat, des appareils électroniques et d'autres articles.

La main-d'œuvre est diversifiée en termes d'âge et d'expérience, bien que beaucoup de vendeurs aient plus de 40 ans. On observe également un nombre important de nouveaux arrivants, souvent jeunes et attirés par le peu d'opportunités d'emploi formel. Les femmes représentent plus de la moitié des vendeurs, ce qui témoigne d'une plus forte participation féminine à l'économie. Les vendeurs vivent pour la plupart près de leur lieu de travail, dans des quartiers populaires ou informels, et utilisent beaucoup les transports publics ou les modes de transport actifs. Les niveaux d'éducation et de formation varient, les normes de genre influençant l'accès au développement des compétences et aux opportunités d'emploi. La plupart ont un niveau d'instruction primaire ou secondaire ; très peu ont fait des études supérieures. Seul un quart environ a bénéficié d'une formation professionnelle, souvent dispensée selon le sexe et le type de compétences. L'ancienneté des travailleurs est très variable : on y trouve de nombreux nouveaux venus, mais aussi une part importante de personnes ayant une longue expérience, ce qui montre que le commerce informel représente un moyen de subsistance à la fois à court et à long terme. Environ la moitié des vendeurs sont des locaux, tandis que de nombreux migrants originaires des pays voisins se tournent souvent vers le commerce informel en raison des difficultés d'accès à l'emploi formel. L'organisation des travailleurs demeure limitée, ce qui restreint leur pouvoir de négociation collective, même si les progrès réalisés démontrent le potentiel de l'organisation collective pour améliorer leurs conditions de travail.



Vendeur ambulant en Argentine en 2024 | Source : page Facebook de la FETEP-UTEP

Moyens de subsistance

Les vendeurs utilisent divers modes de vente. Nombre d'entre eux vendent directement à même le sol, sur des couvertures, ce qui nécessite peu d'investissement mais offre peu de sécurité. D'autres utilisent des tables ou des étals fixes, généralement synonymes de plus grande stabilité et de meilleures ressources. Les femmes sont plus susceptibles d'occuper ces emplois précaires et moins rémunérateurs, tandis que les hommes ont souvent accès à de meilleures infrastructures et à une plus grande mobilité. La plupart des vendeurs ne paient pas leur emplacement, bien que ceux qui travaillent sur les marchés formels soient plus susceptibles de s'acquitter de taxes. Ces paiements sont perçus par divers acteurs, allant des agents des autorités locales aux acteurs informels, ce qui engendre des systèmes fragmentés et parfois abusifs.

L'enregistrement et les permis officiels sont rares chez les vendeurs, surtout en dehors des marchés formels. Nombreux sont ceux qui déclarent être enregistrés et qui font en réalité partie de systèmes informels ou provisoires, ce qui témoigne d'un manque de reconnaissance et de réglementation uniformes.

Peu de vendeurs contractent des prêts ; la plupart s'appuient sur l'autofinancement. Les femmes ont tendance à recourir davantage aux sources de prêt formelles, mais sont aussi plus endettées. Les hommes empruntent souvent auprès de prêteurs informels.

Les revenus des vendeurs ambulants sont généralement faibles et instables, beaucoup gagnant bien en dessous du salaire minimum national. Leurs gains journaliers peuvent varier considérablement, et les dépenses – notamment les paiements aux fournisseurs – absorbent la majeure partie de leurs revenus. Les vendeurs installés dans les espaces publics doivent faire face à des paiements informels supplémentaires et à des amendes, tandis que ceux des marchés formels supportent des coûts plus officiels comme les taxes.

La plupart des marchandises vendues proviennent des marchés de gros, mais il existe un lien étroit entre les économies formelle et informelle, certains produits étant obtenus gratuitement ou auprès d'autres vendeurs. Les cuisines communautaires, gérées par des groupes locaux, apportent un soutien alimentaire essentiel à de nombreux vendeurs, soulignant le rôle des réseaux de solidarité locaux face à une aide gouvernementale limitée.

Le commerce ambulant est généralement la principale source de revenus, bien que beaucoup le combinent avec des emplois précaires ou issus de l'économie informelle. La plupart des vendeurs dépendent entièrement de leur activité comme principale source de revenus de leur ménage, la majorité d'entre eux étant le principal soutien de famille. Cette forte dépendance aux revenus du commerce ambulant rend les ménages particulièrement vulnérables aux chocs et aux perturbations économiques, fréquents dans le contexte économique actuel de l'Argentine. Outre la faiblesse des revenus, les vendeurs doivent faire face à des dépenses ménagères importantes, ce qui fragilise davantage leur stabilité financière.



Vendeur ambulant en Argentine en 2025 | Source : page Facebook FETEP-UTEP

Conditions de travail et principaux enjeux

Les horaires des vendeurs sont variables et dépendent de leur lieu de vente et de leur organisation.

La durée de la semaine de travail est très variable : certains vendeurs ne travaillent que quelques jours par semaine, tandis que d'autres travaillent presque tous les jours. Cette disparité reflète un accès irrégulier au travail et la nécessité économique de travailler de longues heures. Les femmes ont tendance à travailler moins de jours par semaine que les hommes, probablement en raison de leurs responsabilités familiales ou des difficultés d'accès aux emplacements sur les marchés.

La grande majorité des vendeurs sont indépendants. Le salariat est rare et certains vendeurs travaillent en famille pour partager les responsabilités. Les accords de travail formels sont quasi inexistants, surtout en dehors des marchés officiels, et lorsqu'ils existent, il s'agit généralement d'accords verbaux informels plutôt que de contrats écrits.

Les principaux défis rencontrés par les vendeurs sont la vétusté des infrastructures et le manque de services de base, ainsi que des obstacles sociaux et institutionnels significatifs. Souvent, les vendeurs travaillent sans emplacement garanti ni abrité, ce qui les expose aux intempéries et à des conditions de travail dangereuses, nuisant à leur santé et réduisant leurs ventes. Les espaces publics sont souvent dépourvus d'équipements essentiels comme l'eau, l'électricité, des toilettes et des espaces de stockage, ce qui aggrave leurs difficultés quotidiennes.

Les vendeurs ambulants souffrent de graves problèmes de santé physique liés à de longues heures de travail et à un labeur pénible, aggravés par un accès limité aux soins de santé. Les problèmes de santé mentale et la toxicomanie sont fréquents, alimentés par le stress financier et l'hostilité du public.

Les vendeurs sont victimes de multiples abus, notamment de harcèlement, de répression policière, d'expulsions et de confiscations illégales de marchandises, ce qui plonge nombre d'entre eux dans la peur et la précarité économique. La concurrence et les conflits internes entre vendeurs, ainsi que les tensions avec les commerçants officiels et les groupes locaux, compliquent encore davantage leur situation.

La reconnaissance légale et les espaces de travail stables sont rares, et les obstacles bureaucratiques limitent l'accès aux permis. L'insécurité économique est répandue, avec des revenus faibles et instables et un endettement élevé, exacerbés par l'instabilité politique et la hausse du coût de la vie. Le dialogue avec les autorités est quasi inexistant, ces dernières étant souvent perçues comme peu coopératives ou corrompues.

La protection sociale est minimale : la plupart des vendeurs ne bénéficient d'aucune assurance maladie, pension ou autre prestation sociale, une situation aggravée par les récentes réformes. Par conséquent, les vendeurs s'appuient souvent fortement sur le soutien informel de leur communauté pour faire face à leurs vulnérabilités persistantes.

Les groupes vulnérables, tels que les femmes, les jeunes, les personnes handicapées et les migrants, sont particulièrement exposés au harcèlement, à la difficulté de concilier responsabilités familiales et professionnelles, à la discrimination, au racisme, à l'exclusion sociale et juridique, à la stigmatisation et à l'accessibilité réduite des espaces de vente ambulante.

Un nombre croissant de jeunes se tournent vers le commerce informel faute d'accès à une éducation de qualité, à la formation professionnelle et à l'emploi formel. Les difficultés économiques peuvent les contraindre à abandonner leurs études.

Malgré les obstacles systémiques à la formalisation du travail et à l'accès aux services de soutien, beaucoup trouvent dans le commerce ambulante un sentiment d'autonomie, un sentiment d'appartenance à une communauté et une identité.

Formalisation

Certains marchés se sont formalisés avec succès grâce à un plaidoyer constant et à une collaboration étroite entre les vendeurs et les autorités. D'autres municipalités ont mis en place des systèmes structurés qui délivrent des permis officiels aux vendeurs, réduisant ainsi le harcèlement et favorisant le dialogue avec les représentants des autorités. Cependant, de nombreux vendeurs continuent d'exercer leur activité de manière informelle, souvent sans accords formels, ce qui les rend vulnérables aux aléas politiques.

Malgré certains progrès dans la reconnaissance des vendeurs de l'économie informelle, les politiques publiques et l'engagement politique en faveur de la formalisation restent insuffisants, et de nombreux programmes de soutien sont en cours de suppression. Le dialogue entre les vendeurs et les autorités est limité, fragmenté et incohérent, ce qui exclut largement les vendeurs des processus d'élaboration des politiques et de formalisation. Les efforts de régularisation municipaux ont amélioré la situation de certains, mais ne répondent pas pleinement aux défis complexes auxquels les vendeurs sont confrontés. Des solutions efficaces nécessitent une reconnaissance légale, des infrastructures et des services améliorés, une protection contre le harcèlement, l'accès au crédit et à la formation, ainsi qu'une organisation collective plus forte pour dialoguer avec les autorités et soutenir les travailleurs dans un contexte d'incertitudes économiques et sociales persistantes.

Les vendeurs sont confrontés à des obstacles significatifs pour formaliser leur activité, notamment des contraintes financières, des procédures bureaucratiques complexes, un manque de confiance envers les autorités et un accès limité à l'information et au soutien. Nombreux sont ceux qui subissent du harcèlement et des intimidations de la part de la police, ce qui les dissuade de se professionnaliser. La stigmatisation sociale et l'absence de protection du travail marginalisent davantage les vendeurs et sapent leur motivation à se professionnaliser, d'autant plus que le commerce informel est perçu comme plus flexible et accessible.

Le dialogue entre les vendeurs et le gouvernement est limité, notamment au niveau national, même si des progrès sont observés dans certaines provinces. Les programmes gouvernementaux de soutien aux travailleurs de l'économie informelle sont rares et de nombreuses initiatives existantes ont subi des coupes budgétaires ou ont été abattues ces dernières années. Malgré ces difficultés, des organisations comme l'UTEP jouent un rôle essentiel dans la défense des droits et le soutien des vendeurs, et l'aide provient souvent de groupes communautaires et sociaux au sein de l'économie informelle.



Mobilisation en Argentine pour le droit de travailler dans l'espace public en 2024 | Source : page Facebook de la FETEP-UTEP

Propositions relatives à la main-d'œuvre

Les vendeurs insistent le plus souvent sur la nécessité d'une reconnaissance et d'une formalisation juridiques afin de garantir la stabilité, la protection et la dignité de leur travail. Ils demandent des permis stables leur permettant de travailler légalement, sans crainte de harcèlement ni d'expulsion, ainsi que des tarifs abordables et standardisés. La reconnaissance officielle de leur travail leur donnerait accès aux droits du travail et leur permettrait d'être inclus dans les politiques sociales et économiques, ce qui améliorerait le respect et le dialogue avec les autorités.

L'amélioration des infrastructures est également une revendication essentielle, notamment des espaces de marché plus adaptés avec des étals fixes, des abris, un éclairage, la sécurité, des installations sanitaires et l'accès aux services publics. Les vendeurs souhaitent des marchés mieux organisés, plus vastes et ouverts plus longtemps.

Il est crucial de réduire le harcèlement policier et les confiscations arbitraires, ainsi que de garantir la possibilité de travailler paisiblement et sans répression. Les vendeurs appellent à des programmes de formation accessibles en matière de littératie financière, de droits et de compétences commerciales afin d'améliorer leurs activités.

Il existe une forte volonté d'améliorer la protection sociale et de rétablir les programmes gouvernementaux qui ont été supprimés. Les fournisseurs souhaitent également des politiques économiques plus ambitieuses pour réduire l'inflation, accroître les débouchés commerciaux et faciliter l'accès à des crédits à taux d'intérêt bas.

Enfin, ils désirent davantage d'occasions de dialogue et de négociation réguliers avec les autorités gouvernementales, notamment au niveau local.

Recommandations

En 2015, l'OIT a publié la Recommandation 204 afin d'orienter les gouvernements dans la transition des travailleurs de l'économie informelle vers l'économie formelle, de manière à protéger leurs moyens de subsistance et à respecter leurs droits.

Les priorités immédiates comprennent la garantie d'espaces de vente sûrs et réglementés pour les vendeurs, l'investissement dans les infrastructures essentielles, la prévention du harcèlement et des expulsions, ainsi que l'élargissement des programmes de protection sociale inclusifs. La reconnaissance des vendeurs comme travailleurs légitimes est cruciale pour réduire les conflits, garantir leurs droits et leur permettre d'accéder à une protection juridique. Des systèmes d'enregistrement et d'autorisation simplifiés et transparents, un meilleur accès au crédit, l'éducation financière et des formations ciblées, notamment pour les femmes, sont également nécessaires.

La formalisation doit être inclusive, progressive et adaptée aux contextes locaux, en évitant les politiques néfastes telles que les expulsions forcées ou les frais excessifs. Des organisations de vendeurs fortes et des mécanismes de dialogue formels entre les vendeurs et les autorités sont essentiels pour élaborer des politiques et instaurer la confiance. Le processus doit être flexible et continu, en accordant la priorité aux besoins des groupes marginalisés et en reflétant la diversité des réalités des vendeurs de l'économie informelle.



media@streetnet.org.za



+351 938 291 185



www.streetnet.org.za



@StreetNetInternational



@street_net_international



@Streetnet1